

# Pour sa rentrée, Michel a encore du pain sur la planche

L'été politique s'achève. C'est reparti pour le gouvernement fédéral, qui tient son premier conseil des ministres ce vendredi. Alors on fait le point: quels sont les dossiers encore sur la table de la majorité suédoise?

**BENOÎT MATHIEU**

**A**liez, la page estivale se tourne. Il faut bien se l'avouer: c'est la rentrée. Lundi, pour les cartables. Et ce vendredi pour le gouvernement Michel, qui tient son premier conseil des ministres depuis qu'il a tricoté, fin juillet, son budget 2019 et son accord sur les métiers en pénurie, le bien nommé «jobsdeal». C'est l'occasion de faire le point sur ce que l'on peut encore attendre de l'exécutif fédéral durant cette (petite) année doublement électorale. Un grand classique de la rentrée, on ne le vous cache pas.

## 1 Le combo Arco/Belfius

C'est l'un des pans de l'accord bouclé durant cet été 2018: 30% de Belfius seront introduits en Bourse, tandis qu'un fonds de 600 millions sera mis sur pied afin d'indemniser les quelque 800.000 coopérateurs Arco.

Voilà pour la théorie; la pratique pourrait s'avérer un brin plus complexe. Parce que la Commission européenne a annoncé qu'elle se pencherait une fois de plus sur le bricolage Arco. Et que les conditions de marché doivent être réunies pour l'IPO de la banque publique – il serait question d'un lancement fin octobre ou début novembre. Ayant raté une fenêtre d'opportunité au printemps, le gouvernement aura les yeux rivés sur les humeurs boursières. Qui risquent de n'être pas suffisamment joyeuses, échaudées par le ralentissement attendu de l'économie européenne durant le second semestre.

## 2 La mise en œuvre du jobsdeal

C'était le grand œuvre de cet accord estival, saison 2018. Le jobsdeal, soit un arsenal de 28 mesures mitonné pour s'attaquer à la problématique des métiers en pénurie. Il est notamment question de dégressivité accrue des allocations de chômage, de coups de pouce pour la formation et de salaires davantage fondés sur la productivité que l'ancienneté. Puisqu'il est question que cet accord sorte ses premiers effets dès janvier 2019, Michel doit s'atteler dès à présent à

transformer l'essai et à couler ces principes en textes concrets et applicables.

## 3 Le pacte d'investissements stratégiques

L'idée avait été évoquée durant l'été 2016 par le Premier ministre en personne. La Belgique sous-investissant massivement dans ses infrastructures depuis une trentaine d'années, Charles Michel se proposait de relancer la machine. En mars 2017, un comité stratégique était mis sur pied afin de piloter le tout – un premier rapport, timide, voyait le jour en septembre. Eh bien, un an plus tard, c'est le rapport définitif dudit comité qui est attendu avec impatience, dernière étape avant que ne démarrent enfin les choses concrètes.

Aux dernières nouvelles, il est question de mobiliser pas moins de 60 milliards d'ici 2030. Une première liste de projets a été dégagée par le Fédéral et les Régions, pesant quelque 9 milliards, avec 2020 comme ligne d'horizon.

## 4 Le remplacement des F-16

Attention: dossier copieux, technique et sensible. En février, la Belgique recevait les deux offres finales des candidats au remplacement des 54 chasseurs-bombardiers F-16 que possède la Belgique. Un gros morceau, puisqu'il est question d'une commande de 34 appareils. En lice, le F-35 américain et l'europeen Eurofighter Typhoon. Le hic, c'est que la France a décidé de jouer cavalier seule, proposant les services de son Rafale en dehors de la procédure lancée par la Belgique, mais faisant miroiter une offre de partenariat approfondi. De quoi diviser le gouvernement, la N-VA affirmant que la France s'est mise hors-jeu toute seule, contredisant les déclarations de Michel.

L'air de rien, le temps commence à presser. Parce que l'une des offres expire à la mi-octobre et l'autre, début 2019 – même s'il n'est pas inenvisageable que la Belgique obtienne une prolongation. Michel, en tout cas, affirme vouloir trancher prochainement.

## 5 La définition des métiers pénibles

C'est acquis: la réforme des pensions initiée par Daniel Bacquelaïne ne sera pas entièrement bouclée durant la législature; le système à points constituera un cadeau pour le prochain exécutif. En attendant, Michel a encore quelques nœuds à trancher. Parce que si les partenaires sociaux se sont entendus sur la définition des métiers pénibles dans la fonction publique – la pénibilité devant permettre de décaler et de partir à la pension plus vite –, les discussions ont patiné en ce qui concerne le secteur privé. Patrons et syndicats ne s'entendant pas, la patate chaude revient sur la table du gouvernement. Ajoutons que celui-ci doit encore se pencher sur le compromis dégagé sur la fonction publique. Ce n'est pas forcément du tout cuit, la N-VA s'étant déjà montrée circonspecte sur le sujet.

## 6 Un front social à gérer

À n'en pas douter, la rentrée sociale sera chaotée. Des menaces de grève planent déjà sur la journée du 2 octobre. Les syndicats sont (toujours) remontés contre la réforme des pensions, et l'accord sur les métiers en pénurie est venu redonner de la vigueur à leur ire. Dégressivité des allocations et remise en cause de l'ancienneté: la pilule passe mal. Ajoutez à cela qu'en juin dernier, Michel demandait une nouvelle fois aux partenaires sociaux de se pencher sur une révision du «gentlemen's agreement» encadrant le droit de grève. Chaud devant!

## 7 Quelques dossiers aux oubliettes

Politiquement, le dossier est devenu trop délicat pour le MR – les visites domiciliaires ne verront pas le jour d'ici mai 2019. Quant au survol de Bruxelles, le voilà placé en attente, même si des actions sont toujours pendantes devant la justice. Le prudent François Bellot attend une étude d'incidences, censée permettre de «repartir d'une page blanche». Initialement annoncée pour cet été, elle devrait plutôt débouler en mars 2019. Autrement dit, il ne faut pas s'attendre à ce que cette majorité extraie cette épine du pied de la Belgique – sauf à jouer avec le feu à une encablure des élections.